



COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 24 JANVIER 2024
GEMEENTERAAD VAN 24 JANUARI 2024

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Catherine Moureaux, *Présidente du Conseil/Voorzitster van de Raad* ;
Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Saliha Raiss, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Danielle Evraud, Dirk De Block, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Hind Addi, Mohamed Daif, Yassine Akki, Mohamed El Bouazzati, Khalil Boufraquech, Luc Vancauwenberge, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Mohamed Amine Akrouh, Joke Vandembemt, Théophile Emile Taelemans, Didier Fabien Willy Milis, Emre Sumlu, Rachid Ben Salah, Taoufik Hamzaoui, Patrick Bacart, Fatima Zahmidi, Marc Demeyer, Abdelkarim Haouari, Maarten Bijmens, Pascale Barret, Mohammed Kalandar, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Nathalie Vandeput, *Secrétaire f.f./Wvd. Secretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Jamal Ikazban, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Mohammed EL BOUZIDI, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Abdallah Kanfaoui, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 18:15
Opening van de zitting om 18:15

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

24.01.2024/A/0001 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation citoyenne relative à la sécurité, au trafic de drogue et à une zone de shoot.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation citoyenne jointe.

Le point est retiré de l'ordre du jour en l'absence des interpellants.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Burgerinterpellatie over veiligheid, drugsmokkel en over een ruimte voor drugsgebruik.

Het punt wordt van de dagorde gehaald wegens de afwezigheid van de burgers.

24.01.2024/A/0002 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation citoyenne relative aux nuisances autour d'un commerce situé rue Houzeau de Lehaie.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation citoyenne jointe.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Burgerinterpellatie over overlast rond een handel in de Houzeau de Lehaiestraat.

De Raad neemt kennis.

24.01.2024/A/0003 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation citoyenne relative à la circulation rue Houzeau de Lehaie.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation citoyenne jointe.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Burgerinterpellatie over het verkeer in de Houzeau de Lehaiestraat.

De Raad neemt kennis.

24.01.2024/A/0004 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Instruction publique - Remplacement de Monsieur Rachid MAHDAOUI par Madame Fatima ZAHMIDI à l'Assemblée générale de l'asbl "Pouvoir Organisateur Pluriel".

LE CONSEIL,

Après avoir admis l'urgence par 27 votes positifs, 2 votes négatifs et 8 abstentions, ce point ne figurant pas à l'ordre du jour;

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 120;

Vu la décision du Conseil communal du 26.10.2016 portant adhésion de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean comme membre fondateur de l'asbl "Pouvoir Organisateur Pluriel";

Vu que les statuts de l'asbl "Pouvoir Organisateur Pluriel" prévoient :

"Titre III. De l'Assemblée générale

Article 11 :

(...) Le membre effectif, soussigné 5, désigne 5 délégués.

(...) Lorsqu'un membre fondateur ou effectif est une commune, les délégués désignés par ce membre sont des Conseillers communaux du groupe linguistique francophone dont notamment le membre du Collège en charge de l'instruction publique francophone."

Considérant que Madame la Bourgmestre en charge de l'instruction publique francophone, Madame Moureaux est donc membre de droit de l'Assemblée générale de l'asbl;

Considérant que la désignation se fait selon la méthode de calcul proportionnelle

D'Hondt;

Considérant que selon ce calcul, la désignation des membres est la suivante :

- 2 PS (dont Madame Moureaux)
- 2 MR
- 1 PTB

Vu la délibération du Conseil communal du 20 février 2019 désignant :

- Madame Catherine MOUREAUX, Bourgmestre, en charge de l'Instruction publique francophone;
- Madame Leila AGIC, Conseillère Communale;
- Monsieur Olivier MAHY, Echevin;
- Monsieur Didier MILIS, Conseiller Communal.
- Madame Hind ADDI.

Vu la délibération du Conseil communal du 04 septembre 2019 désignant Rachid MAHDAOUI comme représentant de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée générale de l'asbl "Pouvoir Organisateur Pluriel" en remplacement de Madame Leila AGIC, démissionnaire.

Vu le courriel de Monsieur Rachid MAHDAOUI du 26/04/2022 par lequel il annonce démissionner de tous ses mandats communaux;

DECIDE :

Article unique :

De désigner Madame Fatima ZAHMIDI comme représentante de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée générale de l'asbl "Pouvoir Organisateur Pluriel" en remplacement de Monsieur Rachid MAHDAOUI, démissionnaire.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Openbaar onderwijs - Vervanging van de heer Rachid MAHDAOUI door mevrouw Fatima ZAHMIDI op de algemene vergadering van de vzw "Pouvoir Organisateur Pluriel".

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

24.01.2024/A/0005

Département Développement Durable et Espaces Publics
Mobilité - Police de la circulation routière - Règlement général complémentaire – Modifications.

LE CONSEIL,

Vu l'Arrêté Royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Vu les articles 117, 119 et 135 par. 2.1° de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le Règlement général complémentaire sur la police de la circulation

routière, approuvé par le Conseil communal en sa séance du 24 septembre 2014 et modifié en dernier lieu en séance du Conseil communal du 30 aout 2023 ;

Considérant de modifier le règlement au regard de la nouvelle zone de stationnement et notamment à l'article 24 stationnement ;

Considérant les nombreux emplacements pour personnes à mobilité réduite ayant fait l'objet d'une approbation par le service Mobilité et du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Considérant les emplacements de zones de livraisons ayant fait l'objet d'une approbation par le service Mobilité et du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Considérant qu'une borne de rechargement pour véhicules électriques dessert deux emplacements de 6m chacun ;

DECIDE :

De modifier le règlement général complémentaire comme suit :

- 1) Ajout à l'article 21.2 (Stationnement interdit (E1), stationnement interdit (chargement et déchargement)

a) du lundi au vendredi

7. rue Picard, à hauteur du numéro 212, sur une distance 10 mètres, de 7h à 17h ;

- 2) Modification à l'article 23.1 (Stationnement, zone de stationnement payant excepté « carte communale de stationnement » - (Zone verte))

- rue Paloke, entre la rue Kasterlinden et Koningin Elisabethlaan (Dilbeek) .

- 3) Modification à l'article 23.2 (Stationnement à durée limitée conformément à l'Art. 27.1 excepté « carte communale de stationnement » (zone bleue))

13 rue Paloke, de la rue de Moortebeek à Koningin Elisabethlaan (Dilbeek) ;

-

- 4) Modification à l'article 24.3 a) 2 a) b) c) (Stationnement, stationnement payant sur certains emplacements, pour tous les usagers, emplacements régis par d'autres modalités de paiement - Zones Jaunes (ou Zones de livraison dépenalisées))

a) du lundi au samedi

37. rue Potaerdegat, à hauteur du numéro 54, sur une distance de 6 mètres, de 10h à 18h.

- 5) Ajout à l'article 24.3 c) (Stationnement, stationnement payant, aux emplacements réservés à la recharge des véhicules électriques)

34. chaussée de Gand devant le n° 501 ;

35. rue Ossegem devant le n° 156B ;

36. rue Gabrielle Petit devant le n° 42 ;
37. avenue du Sippelberg devant le n° 2 ;
38. avenue Karreveld devant le n° 13 ;
39. rue de l'Intendant devant le n° 89 ;
40. rue Paloke en face du n° 54 ;
41. rue du Korenbeek devant le n° 17 ;
42. rue De Koninck en face du n° 3 ;
43. rue Edmond Bonehill devant le n° 127 ;
44. rue Delaunoy en face du n° 131 ;
45. rue Doyen Fierens devant le n° 1 ;
46. boulevard Léopold II devant le n° 180 ;
47. rue Vandermaelen en face du n° 16 ;
48. rue de Flessingue devant le n° 5 ;
49. rue Bouvier en face du n° 6 ;
50. chaussée de Merchtem devant le n° 100A ;
51. rue de la Vieillesse heureuse en face du n° 9.

- 6) Ajout à l'article 24.4 a) 3 (Stationnement, stationnement réservé à certaines catégories de véhicules, aux personnes handicapées, sur 6 mètres)

- 76 à hauteur du n° 18, rue des Fuchsias ;
107. à hauteur du n° 199, rue du Korenbeek ;
184. à hauteur du n° 5, avenue François Sebrechts ;

- 7) Supprimé à l'article 24.4 a) 3 (Stationnement, stationnement réservé à certaines catégories de véhicules, aux personnes handicapées, sur 6 mètres)

87. à hauteur du n° 9, rue Marcel Grüner ;

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

**Departement Duurzame Ontwikkeling en Openbare Ruimte
Mobiliteit - Politie op het wegverkeer - Aanvullend algemeen reglement -
Wijziging.**

DE RAAD,

Gelet op het Koninklijk Besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer;

Gelet op het Ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;

Gelet op de artikels 117, 119 en 135 par. 2. 1° van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het aanvullend algemeen reglement op de politie op het wegverkeer, dat de Gemeenteraad in zijn zitting van 24 september 2014 goedgekeurd heeft en laatst gewijzigd werd tijdens de Gemeenteraad van 30 augustus 2023;

Overwegende het reglement met het oog op deze nieuwe parkeerzones evenals het artikel 24 parkeren, aan te passen,

Overwegende de meerdere parkeerplaatsen voor personen met een handicap die onderworpen waren aan een goedkeuring van de dienst Mobiliteit en het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende de leveringszones die onderworpen waren aan een goedkeuring van de dienst Mobiliteit en het College van Burgemeester en Schepenen.

BESLIST :

Het aanvullend algemeen reglement op de politie op het wegverkeer goed te keuren.

1) Toevoeging in artikel 21.2 (Parkeren is verboden (E1), parkeren verboden (laden en en lossen)

a) van maandag tot vrijdag

7. Picardstraat, ter hoogte van het nummer 212 over een afstand van 10 meter, van 7u tot 17u;

2) Wijziging in artikel 23.1 (Parkeren, Betaalde parkeerplaats behalve « gemeentelijke parkeerkaart » – (Groene zone))

- Palokestraat tussen de Kasterlindenstraat en de Koningin Elisabethlaan (Dilbeek) .

3) Wijziging in artikel 23.2 (Parkeren, parkeren beperkt in tijd conform met Art. 27.1 uitgezonderd « gemeentelijke parkeerkaart » (blauwe zone)

13. Palokestraat, tussen Moortebeekstraat en Koningin Elisabethlaan (Dilbeek);

4) Wijziging in artikel 24.3 a) 2 a) b) c) (parkeren, betaald parkeren op bepaalde plaatsen, voor alle gebruikers, parkeerplaatsen waar andere betalingsmodaliteiten van kracht zijn – Gele Zones (of gedepenaliseerde zones)

a) van maandag tot zaterdag

37. Potaerdegatstraat, ter hoogte van het nummer 54, over een afstand van 6 meter, van 10u tot 18u.

5) Toevoeging in artikel 24.3 c) (Parkeren – Betaald Parkeren, voor parkeerplaatsen gereserveerd aan elektrisch herlaadbare voertuigen)

34. Steenweg op Gent voor het nr 501 ;

35. Osseghemstraat voor het nr 156B ;

36. Gabrielle Petitstraat voor het nr 42 ;

37. Sippelberglaan voor het nr 2 ;

38. Karreveldlaan voor het nr 13 ;

39. Opzichterstraat voor het nr 89 ;

40. Palokestraat tegenover het nr 54 ;

41. Korenbeekstraat voor het nr 17 ;

42. De Koninckstraat tegenover het nr 3 ;

43. Edmond Bonehillstraat voor het nr 127 ;

44. Delaunoystaat tegenover het nr 131 ;

45. Deken Fierensstraat voor het nr 1 ;
46. Leopold II laan voor het nr 180 ;
47. Vandermaelenstraat tegenover het nr 16 ;
48. Vlissingenstraat voor het nr 5 ;
49. Bouvierstraat tegenover het nr 6 ;
50. Steenweg op Merchtem voor het nr 100A ;
51. Gelukkige Grijsheidstraat tegenover het nr 9.

6) Toevoeging in artikel 24.4 a) 3. (Parkeren – Parkeren voorbehouden voor bepaalde categorieën voertuigen, voor gehandicapte personen, over 6 meter)

76. ter hoogte van het nr 18, Fuchsiasstraat;
107. ter hoogte van het nr 199, Korenbeekstraat;
184. ter hoogte van het nr 5, François Sebrechtslaan;

7) Afschaffing in artikel 24.4 a) 3. (Parkeren – Parkeren voorbehouden voor bepaalde categorieën voertuigen, voor gehandicapte personen, over 6 meter)

87. ter hoogte van het nr 9, Marcel Grunerstraat;

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE entre en séance / treedt in zitting.

Catherine Moureaux quitte la séance / verlaat de zitting.

Leonidas Papadiz quitte la séance / verlaat de zitting.

Amet Gjanaj préside la séance / zit de zitting voor.

24.01.2024/A/0006

Département Infrastructures et Développement urbain

Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat de Rénovation Urbaine n°5 "Heyvaert-Poincaré" - Convention d'occupation des trois derniers étages du bien situé au 43B rue de Liverpool.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 23 mars 2017 relatif aux Contrats de Rénovation Urbaine (CRU);

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 14 décembre 2017 approuvant le programme du CRU 5 « Heyvaert-Poincaré »;

Considérant que ce programme prévoit les opérations A1.d et A.7 pour lesquelles la Commune a acquis le bien sis rue Liverpool 43B;

Considérant que les trois derniers étages de ce bien sont inoccupés et qu'ils pourraient faire l'objet d'une occupation pour une période de 9 ans;

Considérant la prise en charge par l'occupant des travaux de mise aux normes (voir en annexe l'estimation des travaux à effectuer établie par le bureau d'étude Zampone et fournie à l'occupant en amont de la visite des lieux), la Commune met à disposition à titre gratuit les locaux, ceci sous condition que les travaux de mise aux normes imposés par le SIAMU soient effectués avant la date butoir du 01/09/2027;

Vu la décision du Collège du 15/06/2023 d'approuver entre autres les termes et conditions de l'Appel à Manifestation d'Intérêt pour les trois derniers étages du bien situé rue de Liverpool 43 B, à Molenbeek-Saint-Jean;

Vu la décision du Collège en sa séance du 28/12/2023 d'approuver la sélection de l'asbl La Compilothèque pour l'occupation des 3 derniers étages du bien sis 43 B rue de Liverpool à Molenbeek-Saint-Jean;
Considérant qu'une convention est nécessaire pour formaliser cette occupation;
Prend connaissance de la convention (ci-annexée) entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl La Compilothèque;

DECIDE:

Article unique :

D'approuver la convention d'occupation entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl La Compilothèque pour le deuxième, troisième et quatrième étage du bien sis 43B rue de Liverpool à Molenbeek-Saint-Jean.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling -
Stadsvernieuwingscontract n°5 " Heyvaert-Poincaré" - Overeenkomst voor
gebruik van de drie laaste verdiepingen van het pand gelegen Liverpoolstraat
43B.

DE RAAD,

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23/03/2017 betreffende de Stadsvernieuwingscontracten (SVC);

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14/12/2017 ter goedkeuring van het programma voor het Stadsvernieuwingscontract (SVC) 5 "Heyvaert-Poincaré";

Overwegende dat dit programma de operaties A1.d en A.7 omvat waarvoor de gemeente het pand gelegen in de Liverpoolstraat 43B heeft verworven;

Overwegende dat de drie bovenste verdiepingen van dit pand leeg staan en voor een periode van 9 jaar in gebruik kunnen worden genomen;

Aangezien de gebruiker verantwoordelijk is voor de werkzaamheden die nodig zijn om de lokalen aan te passen aan de normen (zie de bijgevoegde raming van de te realiseren werkzaamheden opgesteld door het studie bureau Zampone, die vóór het bezoek aan de lokalen aan de gebruiker werd overhandigd), stelt de gemeente de lokalen gratis ter beschikking, op voorwaarde dat de werkzaamheden die nodig zijn om de lokalen aan te passen aan de normen, opgelegd door de DBDMH, worden uitgevoerd vóór de deadline van 01/09/2027;

Gelet op het besluit van het College van 15/06/2023 om onder meer de modaliteiten goed te keuren van de oproep tot blijken van belangstelling voor de drie bovenste verdiepingen van het pand gelegen in de Liverpoolstraat 43B te Sint-Jans-Molenbeek;

Gezien het besluit van het College van 28/12/2023 tot goedkeuring van de selectie van de vzw La Compilothèque voor het betrekken van de 3 bovenste verdiepingen van het pand gelegen in de Liverpoolstraat 43 B in Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat een overeenkomst dus noodzakelijk is om het gebruik te formaliseren;

Neemt kennis van de overeenkomst (in bijlage) tussen de gemeente Sint-

Jans-Molenbeek en de VZW La Compilothèque;

BESLUIT :

Enig artikel :

De gebruiksovereenkomst tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de vzw La Compilothèque voor de drie bovenste verdiepingen van het pand gelegen in de Liverpoolstraat 43B te Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

24.01.2024/A/0007

Département Infrastructures et Développement urbain
Département infrastructures et Développement Urbain - Opération B.6 place
Beekkant du CRU 3 - Approbation de la convention entre Le Logement
Molenbeekois et la Commune pour la mise à disposition d'un terrain.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 novembre 2017 approuvant le programme du Contrat de Rénovation Urbaine (CRU) 3 « Gare de l'Ouest » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 mai 2021 octroyant les subventions complémentaires et modifiant les différents montants alloués aux bénéficiaires pour la réalisation des actions et opérations suite à la deuxième modification du programme du CRU 3 ;

Vu la décision du Conseil communal du 27 octobre 2021 d'approuver l'avenant n°1 à la convention du 27 décembre 2017 relative au subventionnement pour les opérations et actions prévues aux 1° à 4° et 6° de l'article 37 de l'ORU, c'est-à-dire l'octroi d'une subvention complémentaire de 2.330.719,52 euros à la Commune pour l'opération B.6 Place Beekkant du programme du CRU 3 ;

Considérant que l'opération B.6 Place Beekkant consiste en un réaménagement de l'espace public autour de la station de métro Beekkant, du parc entre le boulevard Edmond Machtens, la rue Vieujant et la rue Dubois-Thorn ainsi que le futur avant-parc au nord du hub Beekkant ;

Vu la délibération du Collège en date du 22 décembre 2022 décidant e.a. :

D'approuver l'avant-projet tel que réalisé par l'auteur de projet VVV-Grue pour l'opération B.6 Place Beekkant;

D'autoriser le bureau d'étude à poursuivre la mission et à introduire une demande de permis d'urbanisme ;

Considérant que conformément à l'article 7 de l'Ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 06 octobre 2016, la Commune est tenue d'obtenir un droit personnel sur les parcelles appartenant au Logement Molenbeekois, et faisant l'objet dudit réaménagement, avant le début des travaux;

Considérant que lesdites parcelles sont cadastrées selon les références suivantes: la parcelle D183z et une partie de la parcelle D183c2 (partie en jaune sur le plan annexé) ;

Vu la convention de mise à disposition d'un terrain pour l'opération B.6 Place Beekkant, rédigée par le Logement Molenbeekois, en concertation avec la SLRB,

dans laquelle le Logement Molenbeekois (le propriétaire) cède à la Commune (le gestionnaire) un droit personnel pour une durée de 9 ans à partir de la signature de la présente convention (ci-annexée);

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE:

Article unique:

D'approuver la convention de mise à disposition de la parcelle D183z et une partie de la parcelle D183c2, et ce, comme délimité sur le plan ci-annexé entre le Logement Molenbeekois et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean pour l'opération B.6 Place Beekkant (voir annexes).

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement infrastructuren en stedelijke ontwikkeling - Operatie B.6

Beekkantplein van het SVC 3 - Goedkeuring van de overeenkomst tussen de Molenbeekse Woningen en de Gemeente voor de terbeschikkingstelling van een terrein.

DE RAAD,

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 november 2017 ter goedkeuring van het programma voor het Stadsvernieuwingscontract (SVC) 3 « Weststation » ;

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 mei 2021 tot toekenning van de aanvullende subsidies en tot wijziging van de verschillende bedragen die aan de begunstigen zijn toegekend voor de uitvoering van de acties en operaties ten gevolge van de tweede wijziging van het programma van het SVC 3 ;

Gezien het besluit van de Gemeenteraad van 27 oktober 2021 tot goedkeuring van aanhangsel nr. 1 bij de overeenkomst van 27 december 2017 betreffende de subsidies voor de operaties en acties bedoeld in 1° tot en met 4° en 6° van artikel 37 van de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering (OOSH), namelijk dat een aanvullende subsidie van 2.330.719,52 euro werd toegekend aan de Gemeente voor de operatie B.6 Beekkantplein van het programma van het SVC 3 ;

Overwegende dat de operatie B.6 Beekkantplein bestaat uit de herinrichting van de openbare ruimte rond het metrostation Beekkant, het park tussen de Edmond Machtenslaan, de Vieujantstraat en de Dubois-Thornstraat, alsmede het toekomstige voorpark ten noorden van de hub Beekkant ;

Gezien de beraadslaging van het College van 22 december 2022 waarbij o.a. is besloten :

In te stemmen met het door het studiebureau VVV-Grue gerealiseerde voorontwerp voor de operatie B.6 Beekkantplein ;

Tot de goedkeuring van de indiening van een aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning ;

Overwegende dat de gemeente, overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van 6 oktober 2016, verplicht is om vóór het begin van de werkzaamheden een persoonlijk recht te verkrijgen op de percelen die toebehoren aan de Molenbeekse Woningen en die het voorwerp uitmaken van de genoemde herinrichting;

Overwegende dat de genoemde percelen zijn gekadastréerd met de volgende referenties: perceel D183z en een deel van perceel D183c2 (deel in het geel aangeduid op het bijgevoegde plan);

Gelet op de overeenkomst tot terbeschikkingstelling van een terrein voor de operatie B.6 Beekkantplein, opgesteld door de Molenbeekse Woningen, in overleg met de BGHM, waarbij de Molenbeekse Woningen (de eigenaar) aan de Gemeente (de beheerder) een persoonlijk recht geeft

voor een periode van 9 jaar vanaf de datum van ondertekening van deze overeenkomst;
Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLUIT:

Enig artikel:

De overeenkomst goed te keuren betreffende de terbeschikkingstelling van een terrein, gekadastréerd D183z en een deel van perceel D183c2, zoals aangegeven op het bijgevoegde plan, tussen de Molenbeekse Woningen en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de ontwikkeling van de operatie B.6. Beekkantplein (zie bijlagen).

De Raad keurt het punt goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

24.01.2024/A/0008

Département Infrastructures et Développement urbain
Département infrastructures et Développement Urbain - Opération B.6 place
Beekkant du CRU 3 - Accord sur l'obtention d'un droit de superficie sur des
parcelles appartenant à la Régie foncière.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 novembre 2017 approuvant le programme du Contrat de Rénovation Urbaine (CRU) 3 « Gare de l'Ouest » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 mai 2021 octroyant les subventions complémentaires et modifiant les différents montants alloués aux bénéficiaires pour la réalisation des actions et opérations suite à la deuxième modification du programme du CRU 3 ;

Vu la décision du Conseil communal du 27 octobre 2021 d'approuver l'avenant n°1 à la convention du 27 décembre 2017 relative au subventionnement pour les opérations et actions prévues aux 1° à 4° et 6° de l'article 37 de l'ORU, c'est-à-dire l'octroi d'une subvention complémentaire de 2.330.719,52 euros à la Commune pour l'opération B.6 Place Beekkant du programme du CRU 3 ;

Considérant que l'opération B.6 Place Beekkant consiste en un réaménagement de l'espace public autour de la station de métro Beekkant, du parc entre le boulevard Edmond Machtens, la rue Vieujant et la rue Dubois-Thorn ainsi que le futur avant-parc au nord du hub Beekkant ;

Vu la délibération du Collège en date du 22 décembre 2022 décidant e.a. :

D'approuver l'avant-projet tel que réalisé par l'auteur de projet VVV-Grue pour l'opération B.6 Place Beekkant;

D'autoriser le bureau d'étude à poursuivre la mission et à introduire une demande de permis d'urbanisme;

Considérant que conformément à l'article 7 de l'Ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 06 octobre 2016, la Commune est tenue d'obtenir un droit réel sur les parcelles appartenant à la Régie Foncière, qui feront l'objet dudit réaménagement, avant le début des travaux;

Considérant que lesdites parcelles sont cadastrées selon les références suivantes:

- 21526 D 304 A P0000 d'une surface de 765m²;

- 21523 B 966 A P0000 d'une surface de 635m²;
- 21523 B 966 B P0000 d'une surface de 951m²;
- 21523 B 966 C P0000 d'une surface de 5m²;

Vu la proposition de la Régie Foncière de la Région de Bruxelles-Capitale de céder à la Commune un droit de superficie sur lesdites parcelles pour une durée de 99 ans pour un euro symbolique;

Considérant qu'en vue de l'obtention dudit droit de superficie sur les parcelles, appartenant à la Régie Foncière, le Conseil communal doit approuver le principe même afin d'autoriser le service juridique de la Commune à entamer les démarches nécessaires à la réalisation d'un acte notarié qui formalisera ledit droit de superficie;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 9301/711-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2024, et seront disponibles sous réserve d'approbation du budget communal 2024 par le Conseil Communal et la Tutelle;

Considérant que la dépense sera financée à 100% sur fonds propres (boni extraordinaire);

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE:

Article unique:

D'autoriser la Commune, via son service juridique, à entamer les démarches nécessaires auprès d'un notaire afin de formaliser ledit droit de superficie sur les quatre parcelles appartenant à la Régie Foncière, et cadastrées de la façon suivante:

- 21526 D 304 A P0000 d'une surface de 765m²;
- 21523 B 966 A P0000 d'une surface de 635m²;
- 21523 B 966 B P0000 d'une surface de 951m²;
- 21523 B 966 C P0000 d'une surface de 5m².

Le Conseil approuve le point.
34 votants : 34 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Departement infrastructuren en stedelijke ontwikkeling - Operatie B.6
Beekantplein van het SVC 3 - Akkoord tot het verkrijgen van een recht van opstal op percelen die eigendom zijn van de Grondregie.

DE RAAD,

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 november 2017 ter goedkeuring van het programma voor het Stadsvernieuwingscontract (SVC) 3 « Weststation » ;

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 mei 2021 tot toekenning van de aanvullende subsidies en tot wijziging van de verschillende bedragen die aan de begunstigden zijn toegekend voor de uitvoering van de acties en operaties ten gevolge van de tweede wijziging van het programma van het SVC 3 ;

Gezien het besluit van de Gemeenteraad van 27 oktober 2021 tot goedkeuring van aanhangsel nr. 1 bij de overeenkomst van 27 december 2017 betreffende de subsidies voor de operaties en acties bedoeld in 1° tot en met 4° en 6° van artikel 37

van de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering (OOSH), namelijk dat een aanvullende subsidie van 2.330.719,52 euro werd toegekend aan de Gemeente voor de operatie B.6 Beekantplein van het programma van het SVC 3 ;

Overwegende dat de operatie B.6 Beekantplein bestaat uit de herinrichting van de openbare ruimte rond het metrostation Beekant, het park tussen de Edmond Machtenslaan, de Vieujantstraat en de Dubois-Thornstraat, alsmede het toekomstige voorpark ten noorden van de hub Beekant ;

Gezien de beraadslaging van het College van 22 december 2022 waarbij o.a. is besloten :

In te stemmen met het door het studiebureau VVV-Grue gerealiseerde voorontwerp voor de operatie B.6 Beekantplein ;

Tot de goedkeuring van de indiening van een aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning ;

Overwegende dat de Gemeente, overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van 6 oktober 2016, verplicht is om vóór het begin van de werkzaamheden een zakelijk recht te verkrijgen op de percelen die toebehoren aan de Grondregie en die het voorwerp uitmaken van de genoemde herinrichting;

Overwegende dat de genoemde percelen gekadastraerd zijn onder de volgende referenties:

- 21526 D 304 A P0000 met een oppervlakte van 765m²;
- 21523 B 966 A P0000 met een oppervlakte van 635m²;
- 21523 B 966 B P0000 met een oppervlakte van 951m²;
- 21523 B 966 C P0000 met een oppervlakte van 5m²;

Gelet op het voorstel van de Grondregie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om een recht van opstal te verlenen aan de Gemeente op de voornoemde percelen voor een duur van 99 jaar voor een symbolische euro;

Overwegende dat voor het verkrijgen van voornoemd recht van opstal op de percelen die toebehoren aan de Grondregie, de gemeenteraad het principe zelf moet goedkeuren om de juridische dienst van de gemeente te machtigen de nodige stappen te ondernemen voor het opstellen van een notariële akte die voornoemd recht van opstal zal formaliseren;

Overwegende dat de benodigde kredieten zijn opgenomen in artikel 9301/711-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024, en beschikbaar zullen zijn na goedkeuring van de gemeentebegroting voor 2024 door de Gemeenteraad en de Voogdij;

Overwegende dat de uitgave voor 100% uit eigen middelen wordt gefinancierd (buitengewoon overschot);

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT:

Enig artikel:

De Gemeente te machtigen om, via haar juridische dienst, de nodige stappen te ondernemen bij een notaris om het genoemde recht van opstal op de vier percelen die toebehoren aan de Grondregie en als volgt gekadastraerd zijn, te formaliseren:

- 21526 D 304 A P0000 met een oppervlakte van 765m²;

- 21523 B 966 A P0000 met een oppervlakte van 635m²;
- 21523 B 966 B P0000 met een oppervlakte van 951m²;
- 21523 B 966 C P0000 met een oppervlakte van 5m².

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

24.01.2024/A/0009

Département Infrastructures et Développement urbain
Département Infrastructures et Développement urbain - Contrat de Quartier Durable "Etangs Noirs" - 1.1 Pôle Polyvalent de la Maison des Cultures et de la Cohésion Sociale - Accord pour la conclusion d'un bail emphytéotique.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu le courrier du 15 juillet 2022 notifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 juin 2022 approuvant le programme du Contrat de Quartier Durable (CQD) « Etangs Noirs » et octroyant une subvention de 12.500.000,00 EUR à la commune de Molenbeek-Saint-Jean pour la mise en œuvre du programme du CQD « Etangs Noirs » ;

Considérant que le projet "1.1 Pôle Polyvalent de la Maison des Cultures et de la Cohésion Sociale" prévoit la reprise des droits réels d'un ensemble de biens sis rue Piers 93-95-97 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastré 2^e division, section B, n°46W en vue d'y réaliser une extension de la Maison des Cultures et de la Cohésion Sociale (MCCS) ;

Considérant que le projet consiste en la démolition de l'ancien complexe scolaire de l'Athénée Serge Creuz, composé de trois maisons et d'un bâtiment d'atelier, et en la construction d'une extension de la MCCS et la verdurisation de la cour ;

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean doit disposer d'un droit réel sur le bien afin de pouvoir faire subsidier ce projet (études et travaux) ;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 16 février 2023 de conclure avec la Commune de Molenbeek-Saint-Jean un bail emphytéotique de 50 ans pour un euro symbolique pour le bien susmentionné ;

Considérant que les crédits nécessaires pour la redevance d'1 EUR sont prévus à l'article 9301/712-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 sur fonds propres (boni extraordinaire), sous réserve d'approbation du budget par le Conseil communal et l'autorité de tutelle ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver la conclusion d'un bail emphytéotique d'une durée de 50 ans octroyant un droit réel de la part de la Région de Bruxelles-Capitale à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, pour les biens sis rue Piers 93-95-97 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastrés 2^e division, section B, n°46W, pour un euro symbolique ;

Article 2 :

De charger le service juridique de rédiger et de conclure ce bail emphytéotique ;

Article 3 :

D'approuver le mode de financement de la dépense de 1 EUR par fonds propres (boni extraordinaire), sous réserve d'approbation du budget par le Conseil communal et

l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Duurzaam
Wijkcontract (DWC) "Zwarte Vijvers" - 1.1 Polyvalente Pool van het Huis van
Culturen en Sociale Samenhang - Akkoord voor het sluiten van een
erfpachtovereenkomst.

DE RAAD,

Gezien de Ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van 6 oktober 2016;

Gezien de brief van 15 juli 2022, waarbij kennis wordt gegeven van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 juni 2022 houdende goedkeuring van het programma van het Duurzaam Wijkcontract (DWC) "Zwarte Vijvers" en tot toekenning van een subsidie van 12.500.000,00 EUR aan de gemeente Sint-Molenbeek voor de uitvoering van het programma van het DWC "Zwarte Vijvers";

Overwegende dat het project "1.1 Polyvalente Pool van het Huis van Culturen en Sociale Samenhang" de overname voorziet van de zakelijke rechten van een geheel van onroerende goederen gelegen in de Piersstraat 93-95-97 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, gekadastréerd in de 2de afdeling, sectie B, nr. 46W, met het oog op de bouw van een uitbreiding van het Huis van Culturen en Sociale Samenhang (HCSS);

Overwegende dat het project bestaat uit het slopen van het voormalige schoolcomplex Athénée Serge Creuz, bestaande uit drie huizen en een atelier, en het bouwen van een uitbreiding van het HCSS en het vergroenen van de binnenplaats;

Overwegende dat de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek een zakelijk recht op het goed moet hebben om het project (studies en werken) te kunnen laten subsidiëren;

Gezien de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 februari 2023 om met de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek een erfpachtovereenkomst af te sluiten voor een duur van 50 jaar voor een symbolische euro voor het bovengenoemde goed;

Overwegende dat de nodige kredieten voor de vergoeding van 1 euro voorzien zijn op artikel 9301/712/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024 op eigen middelen (buitengewoon overschot), op voorwaarde van goedkeuring van de begroting door de Gemeenteraad en de voorgdij;

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Artikel 1:

Een erfpachtovereenkomst af te sluiten van 50 jaar, voor een symbolische euro, waarbij een zakelijk recht door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek wordt gegeven voor de goederen gelegen aan de Piersstraat 93-95-97 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, gekadastréerd in de 2de afdeling, sectie B, nr. 46W;

Artikel 2:

De juridische dienst opdracht te geven om deze erfpachtovereenkomst op te stellen en af te sluiten;

Artikel 3:

De wijze van financiering van de uitgave van 1 euro door middel van eigen middelen (buitengewoon overschot) goed te keuren, op voorwaarde van goedkeuring van de begroting door de Gemeenteraad en de voorgdij.

De Raad keurt het punt goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

24.01.2024/A/0010

Département Infrastructures et Développement urbain
Département Infrastructures et Développement urbain – Marché conjoint de travaux relatif au réaménagement de l'espace Beekkant situé entre le chemin de fer et les deux tours de logements ainsi que l'espace autour de la station de métro Beekkant en lien direct avec les futurs aménagements de la STIB – Opération B.6 Place Beekkant – CDC 23.017 – Modification des documents du marché.

LE CONSEIL,

Vu sa décision en date du 29.06.2023 :

Article unique :

D'approuver la convention de collaboration relative au marché conjoint entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la STIB pour l'opération B.6 Place Beekkant (voir annexe).

Vu sa décision en date du 30.08.2023 :

Article 1

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes ainsi que l'avis de marché établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain pour le marché conjoint de travaux relatif au réaménagement de l'espace Beekkant situé entre le chemin de fer et les deux tours de logements ainsi que l'espace autour de la station de métro Beekkant en lien direct avec les futurs aménagements de la STIB - Opération B.6 Place Beekkant ;

Article 2

De passer le marché de travaux par la procédure ouverte belge conformément à l'article 36 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Article 3

D'approuver la dépense pour le périmètre A estimée à 1.520.408,18 EUR HTVA (TVA 21% soit 319.285,72 EUR), soit 1.839.693,90 EUR TVAC dont les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 4211/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Article 4

De charger les services Mobilité et Voirie de faire une proposition d'adaptation de la circulation aux alentours de la place afin de garantir une accessibilité optimale du quartier.

Vu sa décision en date du 18.10.2023 :

Article 1

D'approuver les documents du marché modifiés pour le marché conjoint de travaux relatif au réaménagement de l'espace Beekkant situé entre le chemin de fer et les deux tours de logements ainsi que l'espace autour de la station de métro Beekkant en lien direct avec les futurs aménagements de la STIB;

Article 2

D'approuver la nouvelle estimation du périmètre A qui s'élève à 1.674.911,58 EUR HTVA (TVA 21% soit 351.731,43 EUR), soit 2.026.643,01 EUR TVAC dont les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 4211/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2023.

Article 3

De financer la nouvelle estimation du périmètre A qui s'élève à 1.674.911,58 EUR HTVA (TVA 21% soit 351.731,43 EUR), soit 2.026.643,01 EUR TVAC à 100 % par le subside du Contrat de Renovation Urbaine (CRU) 3 (DC n°1945/2021).

Considérant que suite à une demande de clarification d'un entrepreneur, il y a lieu d'apporter des adaptations dans le métré et les clauses techniques du cahier des charges afin de mieux décrire certains postes;

Considérant qu'une note explicative reprenant toutes les adaptations a été rédigée par l'auteur de projet et jointe à la présente délibération ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;
Prend connaissance des documents du marché modifiés ;
Vu l'art. 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver les documents du marché modifiés, à savoir le cahier des charges et ses annexes établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain relatifs au marché conjoint de travaux pour le réaménagement de l'espace Beekkant situé entre le chemin de fer et les deux tours de logements ainsi que l'espace autour de la station de métro Beekkant en lien direct avec les futurs aménagements de la STIB.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling – Gezamenlijke opdracht voor werken betreffende het herinrichten van het Beekkantgebied gelegen tussen de spoorweg en de twee woontorens en het gebied rond het metrostation Beekkant in directe samenhang met de toekomstige inrichtingen van de MIVB - Bestek 23.017 – Wijziging van de documenten van de opdracht.

DE RAAD,

Gezien haar beslissing van 29.06.2023 :

Enig artikel :

De samenwerkingsovereenkomst betreffende de gezamenlijke opdracht tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de MIVB voor de operatie B.6 Beekkantplein goed te keuren (zie bijlage).

Gezien haar beslissing van 30.08.2023 :

Artikel 1

De opdrachtdocumenten, met name het bestek en de bijlagen alsook de aankondiging van de opdracht, opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling voor de gezamenlijke opdracht voor werken betreffende het herinrichten van het Beekkantgebied gelegen tussen de spoorweg en de twee woontorens en het gebied rond het metrostation Beekkant in directe samenhang met de toekomstige inrichtingen van de MIVB - Operatie B.6 Beekkantplein, goed te keuren ;

Artikel 2

De opdracht via een Belgische openbare procedure te plaatsen overeenkomstig artikel 36 van de Wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten ;

Artikel 3

De globale uitgave voor perimeter A geraamd op een bedrag van 1.520.408,18 EUR btw excl. (btw: 21 % met name 319.285,72 EUR), hetzij 1.839.693,90 EUR btw incl., waarvoor de nodige kredieten zijn ingeschreven op artikel 4211/731/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2023 goed te keuren.

Artikel 4

De diensten Mobiliteit en Wegen op te dragen een voorstel te doen om de

verkeersdoorstroming rond het plein aan te passen zodat de toegankelijkheid van het gebied optimaal is.

Gezien haar beslissing van 18.10.2023 :

Artikel 1

De gewijzigde opdrachtdocumenten voor de gezamenlijke opdracht voor werken betreffende het herinrichten van het Beekkantgebied gelegen tussen de spoorweg en de twee woontorens en het gebied rond het metrostation Beekkant in directe samenhang met de toekomstige inrichtingen van de MIVB, goed te keuren ;

Artikel 2

De nieuwe raming voor perimeter A, die 1.674.911,58 euro exclusief btw (btw 21%, hetzij 351.731,43 euro) bedraagt, hetzij 2.026.643,01 euro inclusief btw bedraagt, goed te keuren waarvoor de nodige kredieten zijn ingeschreven op artikel 4211/731/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023.

Artikel 3

De nieuwe raming voor perimeter A van 1.674.911,58 euro exclusief btw (btw 21%, hetzij 351.731,43 euro), hetzij 2.026.643,01 euro inclusief btw voor 100 % te dekken door de subsidie van het Stadsvernieuwingscontract (SVC) 3 (VR n°1945/2021).

Overwegende dat het naar aanleiding van een verzoek om verduidelijking van een aannemer noodzakelijk is om aanpassingen aan te brengen in de meetstaat en de technische clausules van het bestek teneinde bepaalde posten beter te beschrijven;

Overwegende dat een verklarende nota met alle aanpassingen door de projectontwerper is opgesteld en bij deze beraadslaging wordt gevoegd;

Gezien de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten ;

Gezien het Koninklijk Besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017 ;

Gezien het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies ;

Neemt kennis van de gewijzigde documenten van de opdracht;

Gelet op art. 234, alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet ;

B E S L U I T :

Enig artikel :

De gewijzigde documenten van de opdracht, met name het bestek en de bijlagen opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling voor de gezamenlijke opdracht voor werken betreffende het herinrichten van het Beekkantgebied gelegen tussen de spoorweg en de twee woontorens en het gebied rond het metrostation Beekkant in directe samenhang met de toekomstige inrichtingen van de MIVB, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

24.01.2024/A/0011

**Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse
Enseignement néerlandophone - Accord de coopération et de prêt - Multimuzz
asbl.**

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Nederlandstalig onderwijs - Samenwerkings- en bruikleenovereenkomst -
Multimuzz vzw

DE RAAD,

Gelet op het stimuleren van samenwerkingsverbanden tussen de gemeentelijke basisscholen en activiteiten die een meerwaarde hebben in de pedagogische begeleiding van de schoolgaande kinderen in de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;

Gezien Multimuzz vzw, ondernemingsnummer 0830.725.123, bij kinderen en jongeren kansen wil creëren om zinvolle vrijetijdsbesteding te beleven en hen te ondersteunen in hun persoonlijke groei, het ontdekken en het verder ontplooien van eigen creativiteit, krachten en talenten;

Gezien de organisatie concrete activiteiten ontplooit rond beeldende, muzikale, bewegings-, podium- en multimedia gerelateerde kunsten, deze te ontdekken en te beoefenen;

Gelet dat Multimuzz vzw ateliers aanbiedt op GBS Ket & Co tijdens het schooljaar 2023-2024, alsook meerdaagse creatief ateliers tijdens de vakantieperioden;

Gezien dat Multimuzz vzw de samenwerking met de gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor 3 schooljaren wenst te organiseren, eindigend in juni 2026 en gratis gebruik wenst te maken van de schollinfrastructuur van GBS Ket & Co, Jean-Baptiste Decockstraat 54;

BESLUIT:

Enig artikel:

De samenwerkings- en bruikleenovereenkomst tussen Multimuzz vzw, ondernemingsnummer 0830.725.123 met maatschappelijke zetel Leierweg 67, 3740 Bilzen, en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, goed te keuren alsook het volledig gratis gebruik van de lokalen van GBS Ket & Co, Jean-Baptiste Decockstraat 54.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

24.01.2024/A/0012

Département Finances

Taxes Communales - Redevance sur la délivrance de documents administratifs -
Modification.

LE CONSEIL,

Vu l'article 173 de la Constitution ;

Vu l'article 117, alinéa 1 er de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la décision du Conseil Communal du 20 avril 2022 fixant le règlement en matière de redevance sur la délivrance de documents administratifs;

Vu l'arrêté ministériel du 15 mars 2013 fixant le tarif des rétributions à charge des communes pour la délivrance des cartes d'identité électroniques pour les Belges, des documents d'identité électroniques pour enfants belges de moins de douze ans et des

documents de séjour électroniques délivrés aux étrangers séjournant légalement sur le territoire du Royaume, modifié par l'arrêté ministériel du 28 octobre 2019;

Vu la Circulaire du 6 Novembre 2023 - Registre national – eID, relative au tarif des rétributions à charge des communes pour la délivrance des cartes et documents d'identité électroniques à partir du 1er janvier 2024;

Vu la lettre du 7 décembre 2023 de Philippe Moreau, Directeur général a.i. de la DG Identité et Affaires Citoyennes du SPF Intérieur relative à l'implémentation des documents de séjour électroniques pour les étrangers de moins de 12 ans ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article unique: de modifier le règlement du 20 avril 2022 en matière de redevance sur la délivrance de documents administratifs et de le remplacer par le texte suivant :

Article 1

Il sera perçu, aux conditions fixées ci-dessous, une redevance sur la délivrance de certificats et autres documents. La redevance est à charge des personnes ou des institutions auxquelles ces documents sont délivrés sur demande ou d'office par la commune.

Article 2

Les montants de cette redevance sont fixés comme suit :

- a. *Délivrance de titre d'identité ou de séjour électroniques pour les adultes et les enfants de 12 ans et plus :*
 - *procédure normale : 5,90 EUR*
 - *procédures d'urgence : 23,60 EUR*
- b. *Délivrance de document d'identité ou de titre de séjour électroniques pour les enfants de moins de 12 ans (Kids ID):*
 - *procédure normale : 1,30 EUR*
 - *procédures urgentes : 23,60 EUR*
- c. *Activation d'un nouveau code PIN pour une carte électronique déjà active : 5,00 EUR*
- d. *Délivrance de passeports internationaux pour Belges et titres de voyage pour réfugiés, apatrides ou étrangers :*
 - *procédure normale : 25,00 EUR*
 - *procédure d'urgence : 35,00 EUR*
- e. *Délivrance de copies certifiées conformes et légalisations de signatures : 5,00 EUR*

Les photocopies simples des documents administratifs délivrées

conformément à la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et les communes seront délivrées au prix de 0,15 EUR par photocopie.

- f. Demandes d'inscription aux registres de la population, des étrangers et au registre d'attente après une radiation d'office : 30,00 EUR par demande.

- g. Demandes de rectification des registres de population, des étrangers ou d'attente lors de tout changement d'identité (nom, prénom, lieu et date de naissance) : 25,00 EUR par personne.

- h. Délivrance, renouvellement, prorogation ou remplacement de documents en vertu des Arrêtés royaux des 8-10-1981 et 15-8-1984 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers : 10,00 EUR par document.

- i. Délivrance de permis de conduire : 10,00 EUR

Article 3

Les droits sont perçus au comptant. Ils sont valablement acquittés par versement au compte courant de l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean ou contre remise d'une quittance. En cas de transaction internationale, les frais d'expédition par la poste et la commission de paiement sont à charge des particuliers et des établissements privés.

Article 4

Sont exonérés de la redevance :

les documents qui doivent être délivrés gratuitement par l'administration communale en vertu d'une loi, d'un Arrêté royal, d'un décret, d'une ordonnance, d'un arrêté d'exécutif ou d'un règlement de l'autorité ;

les documents délivrés à des personnes indigentes. L'indigence est constatée par toute pièce probante ;

les autorisations relatives à des manifestations religieuses ou politiques ;

les autorisations concernant des activités qui comme telles font déjà l'objet d'une imposition ou d'une redevance au profit de la commune ;

les documents établis en application de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes ;

la délivrance de cartes et de pièces d'identité et la modification de documents administratifs à la suite d'une renumérotation ou d'un changement de nom de rue résultant d'une décision ou d'un fait de l'autorité publique ;

les documents qui, en vertu d'une loi, d'un arrêté royal, d'un décret, d'une ordonnance, d'un arrêté d'exécutif ou d'un règlement de l'autorité sont déjà soumis au paiement d'un droit au profit de la commune, exception faite pour les droits revenant

d'office aux communes lors de la délivrance de passeports et qui sont prévus par les dispositions légales en matière de taxes Consulaires et de droits de Chancellerie ;

les extraits du registre national destinés aux services de l'Inspection de l'Enseignement ;

les documents délivrés pour emploi et affaires sociales ;

les documents délivrés en matière de logement ;

les documents délivrés en matière de primes.

Article 5

Ce règlement remplace, à compter de son entrée en vigueur, le règlement établi par décision du Conseil communal du 20 avril 2022.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Retributie op de afgifte van administratieve documenten - Wijziging.

DE RAAD,

Gelet op artikel 173 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117, 1ste alinea van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 20 april 2022 tot vaststelling van het reglement inzake de retributie op de afgifte van administratieve documenten;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 maart 2013 tot vaststelling van het tarief van de vergoedingen ten laste van de gemeenten voor de uitreiking van de elektronische identiteitskaarten voor Belgen, de elektronische identiteitsdocumenten voor Belgische kinderen onder de twaalf jaar en de elektronische verblijfsdocumenten, afgeleverd aan de vreemdelingen die legaal op het grondgebied van het Rijk verblijven, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 28 oktober 2019;

Gelet op de omzendbrief van 6 November 2023 – Rijksregister – eID inzake het tarief van de retributies ten laste van de gemeenten voor het uitreiken van de identiteitsdocumenten en -kaarten vanaf 1 Januari 2024;

Gelet op het schrijven van 7 December 2023 van Philippe Moreau, Directeur generaal a.i. van de AD Identiteit en Burgerzaken van FOD Binnenlandse Zaken inzake de implementering van de elektronische verblijfsdocumenten voor de vreemdelingen van minder dan 12 jaar;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Enig artikel:

het reglement van 20 April 2022 inzake de retributie op de afgifte van administratieve documenten te wijzigen en te vervangen door:

Artikel 1

Er wordt een retributie ingevorderd, volgens de hieronder vastgestelde voorwaarden, op de afgifte van getuigschriften en andere documenten. De retributie valt ten bezwaar van de personen of andere instellingen aan wie deze documenten door de gemeente op verzoek of ambtshalve worden uitgereikt.

Artikel 2

De bedragen van de retributie worden als volgt vastgesteld:

- a. *Afgifte van een elektronische identiteits- of verblijfstitel voor de volwassenen en kinderen van 12 jaar en meer:*
 - *gewone procedure: 5,90 EUR*
 - *spoedprocedures: 23,60 EUR*
- b. *Afgifte van een elektronische identiteitskaart of verblijfstitel voor kinderen onder 12 jaar (KidsID):*
 - *gewone procedure: 1,30 EUR*
 - *spoedprocedures: 23,60 EUR*
- c. *Activatie van een nieuwe pincode voor een reeds geactiveerde elektronische kaart: 5,00 EUR*
- d. *Afgifte van internationale reispassen voor Belgen en van reistitels voor vluchtelingen, staatlozen en vreemdelingen:*
 - *gewone procedure: 25,00 EUR*
 - *spoedprocedure: 35,00 EUR*
- e. *Afgifte van afschriften voor eensluidend verklaard en legalisaties: 5,00 EUR.*

De gewone afschriften van administratieve documenten afgeleverd krachtens de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van het bestuur in de provincies en gemeenten zullen afgeleverd worden tegen 0,15 EUR per afschrift.

- f. *Aanvragen tot inschrijving in de bevolkings-, vreemdelingenregisters en in het wachtregister na een van ambtswege schrapping: 30,00 EUR per aanvraag*
- g. *Aanvragen tot wijziging in de bevolkings- en vreemdelingenregisters bij iedere identiteitsverandering (naam, voornaam, geboorteplaats en -datum): 25,00 EUR per persoon.*
- h. *Afgifte, vernieuwing, verlenging of vervanging van documenten krachtens de Koninklijke Besluiten van 8 oktober 1981 en 15 augustus 1984 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de*

verwijdering van vreemdelingen: 10,00 EUR per document.

i. Afgifte van rijbewijzen: 10,00 EUR per rijbewijs

Artikel 3

De retributie wordt contant ingevorderd. Ze is rechtens betaald per storting op de rekening-courant van het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek of tegen afgifte van een kwitantie. In geval van een internationale transactie, zijn de verzendkosten en het commissieloon ten laste van de particulieren en de privé-instellingen.

Artikel 4

Zijn van de retributie vrijgesteld:

- de documenten die krachtens een wet, een koninklijk besluit, een decreet, een verordening, een besluit van de executief of een overheidsverordening kosteloos door het gemeentebestuur dienen te worden afgegeven;*
- de documenten die aan behoeftige personen worden afgeleverd. De behoeftigheid wordt vastgesteld door elk overtuigend bewijsstuk;*
- de machtigingen met betrekking tot godsdienstige of politieke manifestaties;*
- de machtigingen met betrekking tot activiteiten die als dusdanig reeds het voorwerp uitmaken van de heffing van een belasting of retributie ten behoeve van de gemeente;*
- de documenten vastgesteld bij de wet van 13 juni 1986 op het wegnemen en transplanteren van organen;*
- de afgifte van identiteitskaarten en identiteitsstukken en de wijziging van administratieve documenten ten gevolge van een hernummering of een wijziging van de naam van een straat die het gevolg zijn van een beslissing of een daad van de overheid;*
- de documenten welke krachtens een wet, een Koninklijk besluit, een Decreet, een Verordening, een besluit van de Executief of een overheidsverordening, reeds aan de betaling van een recht ten behoeve der gemeente onderworpen zijn, met uitzondering voor de rechten welke, met het afgeven van paspoorten aan de gemeente ambtshalve toekomen en waarvan in de wettelijke inrichtingen betreffende de consulaire belastingen en kanselarijrechten sprake is;*
- de uittreksels uit de Rijksregister bestemd voor de diensten van de Onderwijsinspectie.*
- de documenten afgeleverd voor tewerkstelling en sociale zaken;*
- de documenten afgeleverd betreffende huisvesting;*
- de documenten afgeleverd betreffende premies.*

Artikel 5

Huidig reglement vervangt, vanaf zijn inwerkingtreding, het reglement gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 20 April 2022.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

24.01.2024/A/0013

Département Développement Durable et Espaces Publics
Propreté publique/Charroi - Déclassement d'un véhicule pour vente.

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'[ordonnance du 7 décembre 2017](#) qui modifie l'ordonnance du 2 mai 2013 portant le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Energie (dit CoBRACE) permettant la mise en place effective d'une ou plusieurs Zones de Basses Emissions sur le territoire de la Région bruxelloise (publiée au Moniteur belge le 14/12/2017) ;

Vu l'arrêté de Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la création d'une Zone de Basses Emissions (publié au Moniteur belge le 02/02/2018) ;

Considérant que le Service Propreté publique dispose d'un camion de marque Renault type 22 ACA 8 avec grappin mis en circulation depuis 2005 et d'un camion compacteur de marque Renault type 22 AVA 8 mis en circulation depuis 2003. Ces camions ne peuvent plus être utilisés en l'état. Les réparations du camion grappin sont trop élevées pour un véhicule qui a près de 18 ans et le camion compacteur ne peut être réparé ;

Considérant que les véhicules ne pourraient plus circuler après le 31 décembre 2024 conformément à la réglementation sur la Zone de Basses Emissions en Région Bruxelloise ;

Considérant que les véhicules seront mis en vente via le site internet de l'Administration communale (www.molenbeek.irisnet.be) et seront vendus au soumissionnaire qui aura fait parvenir à l'Administration communale, la meilleure offre dont le montant minimum est fixé à 15 000 euros pour le camion grappin ;

Considérant qu'il convient de procéder au déclassement et à la vente de ces véhicules ;

Considérant que les véhicules à déclasser sont les suivants :

Marque : RENAULT (type 22 ACA 8)

Genre : Camion grappin

Cylindrée : 6174 cm³

Puissance : 195 kw

N°de châssis : VF622ACA000111734

Carburant : diesel

1ère mise en circulation : 23/09/2005

Kilométrage : 124 830 (au 19/09/2022)

Marque : Renault (type 22 AVA 8)

Genre : Camion compacteur

Cylindrée : 11116 cm³

Puissance : 230 kw

N°de châssis : VF622AVA000103241

Carburant : diesel
1ère mise en circulation : 01/04/2003
Kilométrage : 160 063 (au 1/12/2021)

DECIDE:

Article unique :

- Ø De retirer les matériels roulants du patrimoine communal et de procéder à la vente des véhicules ;
- Ø D'approuver le cahier spécial des charges pour la vente des véhicules.
- Ø De procéder à la vente des 2 véhicules

Le Conseil approuve le point.
34 votants : 34 votes positifs.

Departement Duurzame Ontwikkeling en Openbare Ruimte
Openbare netheid - Buitengebruikstelling van een voertuig voor verkoop.

De Raad keurt het punt goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

24.01.2024/A/0014 **Prévention et Vie Sociale**
Culture néerlandophone - Attribution des subventions 2023.

LE CONSEIL,

Vu les compétences du collège des bourgmestre et échevins, telles que décrites dans la nouvelle loi communale de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 juin 2013 ;
Vu le règlement d'attribution des subsides adopté par le Conseil communal en séance du 23 mai 2018 ;
Vu le décret du 6 juillet 2012 portant promotion d'une politique culturelle locale durable et intégrée ;
Considérant que le service culturel néerlandophone a fixé comme priorités le caractère néerlandophone et la coopération dans ses critères d'octroi ;
Considérant que le crédit de 2.500 € a été inscrit à l'article 7621/332/02 pour subventionner les institutions de culture et de divertissement ;
Considérant que les CG De Vaartkapoen (Sint Jozefstraat 14, 1080 Molenbeek, avec le numéro de compte BE26 4329 1950 0129 et le numéro d'entreprise 449 229 764) et Zinneke asbl (Place Masui 13 - 1000 Bruxelles, avec le numéro de compte BE23 5230 8013 3391 et le numéro d'entreprise BE 0471.529.470) avec l'organisation des zinnodes de Molenbeek 2023-2024 répondent tous deux au règlement de subvention et aux critères énoncés ;

DECIDE:

Article 1. accord de principe

Verser à GC De Vaartkapoen (Sint Jozefstraat 76, 1080 Molenbeek, numéro de compte BE26 4329 1950 0129 et numéro d'entreprise 449 229 764) une subvention de 1.500 € ;

Zinneke asbl (Place Masui 13 - 1000 Bruxelles, numéro de compte BE23 5230 8013 3391 et numéro d'entreprise BE 0471.529.470) à verser une subvention de 1.000 € ;

Article 2. De procéder au paiement sur présentation des pièces justificatives.

Article 3 - D'engager la dépense de 2 500 € à l'article 7621-332-02 du budget 2023.

La présente délibération sera transmise au service des finances et à Mme la receveuse communale.

Le Conseil approuve le point.
34 votants : 34 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Nederlandstalige cultuur : Toekenning van subsidies 2023.

DE RAAD,

Gezien de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, zoals beschreven in de Nieuwe Gemeentewet van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 juni 2013;

Gelet het reglement betreffende de toekenning van subsidies vastgesteld door de gemeenteraad in zitting van 23 mei 2018;

Gelet op het decreet van 6 juli 2012 houdende het stimuleren van een duurzaam en integraal lokaal cultuurbeleid;

Overwegende dat de Nederlandstalige cultuurdienst als prioriteiten uitstraling, Nederlandstalig karakter en samenwerking in zijn subsidiecriteria heeft bepaald;

Overwegende het krediet van 2.500 € ingeschreven op het artikel 7621/332/02 om de instellingen voor cultuur en ontspanning te subsidiëren;

Overwegende dat GC De Vaartkapoen (Sint Jozefstraat 14, 1080 Molenbeek, met rekeningnummer BE26 4329 1950 0129 en ondernemingsnummer 449 229 764) en Zinneke vzw (Place Masui 13 - 1000 Bruxelles, met rekeningnummer BE23 5230 8013 3391 en ondernemingsnummer BE 0471.529.470) met de organisatie van de Molenbeekse zinnodes 2023-2024 beiden beantwoorden aan het subsidiereglement en de vooropgestelde criteria;

BESLUIT:

Artikel1. principesakkoord

GC De Vaartkapoen (Sint Jozefstraat 76, 1080 Molenbeek, met rekeningnummer BE26 4329 1950 0129 en ondernemingsnummer 449 229 764) een toelage uit te betalen van 1.500 €;

Zinneke vzw (Place Masui 13 - 1000 Bruxelles, met rekeningnummer BE23 5230 8013 3391 en ondernemingsnummer BE 0471.529.470) een toelage uit te betalen van 1.000 €;

Artikel2. De betaling uit te voeren na voorlegging van bewijsstukken.

Artikel 3. De uitgave van 2.500 € vast te leggen op artikel 7621-332-02 van de begroting 2023.

Onderhavige beslissing zal overgemaakt worden aan de dienst financiën en mevrouw de Gemeenteontvanger.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Catherine Moureaux entre en séance / treedt in zitting.

Rachid Ben Salah entre en séance / treedt in zitting.

Abdelkarim Haouari entre en séance / treedt in zitting.

Yassine Akki quitte la séance / verlaat de zitting.

Catherine Moureaux préside la séance / zit de zitting voor.

Secrétariat communal - Motion déposée par les groupes MR, PS et Vooruit relative à la gestion de la propreté publique - Report du 20/12/2023.

LE CONSEIL,

Vu l'article 135 de la Nouvelle loi communale relatif notamment à la propreté et à la salubrité publique ;

Vu l'Ordonnance du 19 juillet 1990 portant création de l'Agence Régionale pour la Propreté – version coordonnée ;

Vu l'Ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région Bruxelloise-Capitale du 1er décembre 2016 relatif à la gestion des déchets ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 février 2023 relatif aux modalités de collecte applicables aux producteurs ou détenteurs de déchets ménagers en Région de Bruxelles-Capitale et modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 février 2023 fixant la tarification des prestations de l'Agence régionale pour la propreté applicable aux producteurs ou détenteurs de déchets ménagers en Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le Code de l'inspection, la prévention, la constatation et la répression des infractions en matière d'environnement et de la responsabilité environnementale du 25 mars 1999 - version coordonnée ;

Vu la loi AGECE, ou Loi Anti Gaspillage pour une Economie Circulaire ;

Considérant que le gouvernement régional s'est engagé dans l'accord de gouvernement à mettre en place des conteneurs enterrés dans le cadre de nouveaux projets de travaux publics ;

Considérant les missions dévolues au service Propreté publique en matière d'entretien de la voie publique et de ses abords ;

Considérant la mise en place du plan local de propreté de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant la stratégie de propreté urbaine régionale Clean.brussels ;

Considérant la volonté de l'administration Molenbeek-Saint-Jean d'installer des corbeilles de tri sélective en voirie ;

Considérant la nécessité croissante de promouvoir une gestion efficace des déchets dans notre commune ;

Considérant que les communes ont dans leurs compétences d'assurer et de rétablir la propreté publique ;

Considérant que la Commune de Molenbeek-St-Jean souhaite encourager les initiatives qui contribuent à améliorer la qualité de vie des personnes présentes sur le territoire de la commune ;

Considérant qu'une réflexion plus approfondie de la collecte des déchets en porte à porte est nécessaire pour les zones les plus densément peuplées ;

Considérant l'importance de préserver notre environnement en réduisant l'empreinte carbone liée à la gestion des déchets ;

Considérant la volonté du Collège d'implanter prioritairement des points d'apport volontaires enterrés sur les sites aériens des logements sociaux ;

Considérant les besoins exprimés par les citoyens en faveur d'une modernisation de nos infrastructures de collecte des déchets ;

Considérant qu'il y a lieu de limiter la présence de poubelles éventrées par les animaux (pies, renard) ;

Considérant que 500.000 tonnes de déchets non-triés et incinérés en 2022 par la Région bruxelloise sont sources de production de CO2 ;

Considérant qu'une réduction de la fréquence de collectes en porte à porte des sacs

blancs réduira le nombre de km parcourus lors des collectes et par conséquent diminuera l'impact écologique de la collecte des déchets ménagers ;
Considérant que les sacs poubelle sont ramassés par les camions (souvent pendant les heures de pointe), contribuant ainsi à la congestion du trafic en ville ;
Considérant la pénibilité du travail des agents de la propreté publique en raison de la nature du travail, soulevant et déplaçant les sacs poubelle.

Le conseil communal de Molenbeek Saint-Jean demande au gouvernement régional :

- De soutenir la commune de Molenbeek dans la mise en place de points d'apports volontaires enterrés sur son territoire, tout en rappelant l'acquis du maintien de deux tournées de sacs poubelles blancs (conformément à la motion adoptée par le Conseil communal du 24 mai 2023), en maintenant un service public gratuit aux particuliers et en s'opposant au paiement par poids des déchets.

Le Conseil communal de Molenbeek Saint Jean demande au Collège des Bourgmestres et Echevins :

- D'établir des relations avec l'Agence régionale de propreté afin de s'inscrire dans le cadre de ses filières de valorisation des déchets et plus particulièrement le PMC ;
- De solliciter l'enfouissement de l'ensemble des bulles à verre sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
- De solliciter l'enfouissement de l'ensemble des bulles à textile sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
- D'être commune pilote auprès de l'agence régionale de la propreté pour développer un plan ambitieux et accélérer l'aménagement et l'enfouissement de points d'apports volontaires et plus particulièrement dans les zones densément peuplées et les espaces publics fort fréquentés (déchets résiduels / PMC / Cartons / organiques)
- De mener une étude conjointe avec l'Agence Bruxelles-Propreté sur le contrôle d'accès aux points d'apports volontaires ;
- D'organiser une consultation citoyenne pour recueillir l'avis des habitants sur l'emplacement des containers enterrés et recueillir leurs suggestions. Ceci garantira une démarche participative et transparente dans la prise de décision ;
- la mise en place d'une campagne de communication et de sensibilisation commune / région visant à informer les citoyens sur l'importance du tri des points d'apports volontaires ;
- D'explorer les opportunités de partenariats avec des organismes publics et privés, ainsi que les possibilités de financements, afin de faciliter la mise en place de ce projet innovant et durable.
- Que cette motion soit envoyée au gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Par la présente motion, nous affirmons notre engagement envers une gestion des déchets plus responsable et moderne, contribuant ainsi à l'amélioration de la qualité de vie de nos concitoyens et à la préservation de notre environnement.

Les deux amendements présentés sont adoptés à l'unanimité.
Le Conseil approuve le point.
36 votants : 36 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Motie ingediend door de MR, PS en Vooruit fracties
betreffende het beheer van de openbare netheid - Uitsluit van 20/12/2023.

DE RAAD,

Gelet op artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet, dat met name betrekking heeft op reinheid en volksgezondheid;
Gezien de ordonnantie van 19 juli 1990 tot oprichting van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid - gecoördineerde versie;
Gezien de ordonnantie van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen;
Gezien het Arrêté du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale du 1er décembre 2016 relatif à la gestion des déchets ;
Gelet op het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 9 februari 2023 betreffende de inningsmodaliteiten voor producenten of onttrekkers van afval van huishoudens in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot wijziging van het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 juli 2000 houdende reglementering van zijn werking en herziening van de ondertekening van de besluiten van de Regering;
Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 februari 2023 tot vaststelling van de tarieven voor de diensten van de Gewestelijke Afvalbeheersmaatschappij van toepassing op de producenten of houders van huishoudelijke afvalstoffen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
Gelet op het wetboek van inspectie, preventie, registratie en bestraffing van milieumisdrijven en milieuaansprakelijkheid van 25 maart 1999 - gecoördineerde versie;
Gelet op de AGEC-wet of de wet tegen afval voor een circulaire economie;
Overwegende dat de regionale overheid in de bestuursovereenkomst heeft toegezegd ondergrondse containers te plaatsen als onderdeel van nieuwe openbare werken;
Gezien de taken van de dienst Openbare Hygiëne op het vlak van het onderhoud van de openbare weg en zijn omgeving;
Gezien de uitvoering van het lokaal netheidplan voor de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;
Gelet op de gewestelijke strategie voor stadsreiniging Clean.brussels;
Gezien de wens van het bestuur van Sint-Jans-Molenbeek om selectieve sorteerbakken in de straten te plaatsen;
Gezien de groeiende behoefte om een efficiënt afvalbeheer in onze gemeente te bevorderen;
Overwegende dat de gemeenten verantwoordelijk zijn voor het verzekeren en herstellen van de openbare netheid;
Overwegende dat de gemeente Molenbeek-St-Jean initiatieven wil aanmoedigen die bijdragen tot de verbetering van de levenskwaliteit van de inwoners van de gemeente;
Overwegende dat een grondiger herziening van de huis-aan-huisophaling van afval noodzakelijk is voor de dichtstbevolkte gebieden;
Overwegende dat het belangrijk is ons milieu te beschermen door de ecologische voetafdruk die gepaard gaat met afvalbeheer te verkleinen;
Gezien de wens van het College om prioriteit te geven aan de installatie van ondergrondse vrijwillige afgiftepunten op bovengrondse sociale woonlocaties;
Rekening houdend met de behoeften van de burgers om onze infrastructuur voor afvalinzameling te moderniseren;

Overwegende dat de aanwezigheid van vuilnisbakken die door dieren (eksters, vossen) worden opengereten, moet worden beperkt;

Overwegende dat 500.000 ton ongesorteerd afval dat in 2022 door het Brussels Gewest wordt verbrand, een bron van CO₂-productie is;

Overwegende dat een vermindering van de frequentie van huis-aan-huis ophalingen van witte zakken het aantal kilometers dat wordt afgelegd tijdens ophalingen zal verminderen en bijgevolg de ecologische impact van de ophaling van huishoudelijk afval zal verminderen;

Overwegende dat vuilniszakken worden opgehaald door vrachtwagens (vaak tijdens de spits), wat bijdraagt aan de verkeerscongestie in de stad;

Gezien het zware werk van de schoonmakers, die de vuilniszakken optillen en verplaatsen.

De gemeenteraad van Sint-Jans-Molenbeek vraagt de gewestelijke regering :

- De gemeente Molenbeek te steunen bij het oprichten van vrijwillige ondergrondse inzamelpunten op haar grondgebied, met behoud van het acquis van het behoud van twee rondes witte vuilniszakken (in overeenstemming met de motie aangenomen door de gemeenteraad op 24 mei 2023), het behoud van een gratis openbare dienst voor particulieren en het verzet tegen de betaling per gewicht van het afval.

De Gemeenteraad van Sint-Jans-Molenbeek verzoekt het College van Burgemeester en Schepenen :

- Relaties aanknopen met het Agence régionale de propreté (regionaal agentschap voor afvalbeheer) om deel te nemen aan haar programma's voor afvalterugwinning, en meer bepaald het PMC;

- Vragen om alle glasbellen in de gemeente Sint-Jans-Molenbeek te begraven;

- De begraving van alle textielbellen in de gemeente Sint-Jans-Molenbeek aanvragen;

- Samen met de gewestelijke dienst voor afvalbeheer optreden als pilootgemeente om een ambitieus plan uit te werken en de aanleg en begraving van vrijwillige afgiftepunten te versnellen, in het bijzonder in dichtbevolkte gebieden en op drukke openbare plaatsen (restafval / PMC / karton / organisch afval).

- Een gezamenlijke studie uitvoeren met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest over de toegangscontrole tot de vrijwillige afgiftepunten;

- Een openbare raadpleging organiseren om de mening van de bewoners over de locatie van de ondergrondse containers en hun suggesties te verzamelen. Dit zal zorgen voor een participatieve en transparante aanpak van de besluitvorming;

- Een communicatie- en bewustmakingscampagne tussen de gemeenschap en de regio om bewoners te informeren over het belang van afvalscheiding bij vrijwillige afgiftepunten;

- Onderzoeken van samenwerkingsmogelijkheden met publieke en private instanties, evenals financieringsmogelijkheden, om de implementatie van dit innovatieve en duurzame project te vergemakkelijken.

- Dat deze motie wordt overgemaakt aan de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Met deze motie bevestigen we ons engagement voor een meer verantwoord en moderner afvalbeheer en dragen we zo bij tot de verbetering van de levenskwaliteit van onze medeburgers en het behoud van ons milieu.

De twee amendementen worden unaniem aangenomen.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

24.01.2024/A/0016 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Motion déposée par le groupe PTB visant à soutenir la
démarche de l'Afrique du Sud contre Israël.

LE CONSEIL,

- A. Considérant la résolution adoptée par le Conseil communal appelant à une trêve humanitaire, au cessez-le-feu à Gaza ;
- B. Condamnant les pertes en vies humaines et les blessés faisant plus de 1400 morts ainsi que les bombardements de l'Etat d'Israël ;
- C. Considérant qu'après des semaines de négociations, l'armée de Tsahal a finalement déclaré un cessez-le-feu à Gaza. Plus de 23.000 personnes – dont plus de 70 % de civils – et 58.416 blessés dans la bande de Gaza ont été évacués. 1,9 million d'habitants auraient été déplacés de leur population totale. Or, les déplacements forcés de population sont eux aussi illégaux en vertu du droit international humanitaire ;
- D. Notant que plus de 67.946 habitations ont été détruites tandis que 179.750 l'ont été en partie, ainsi que des hôpitaux et des camps de réfugiés ;
- E. Considérant que le siège et le blocus de Gaza constituent une violation du droit international humanitaire et met en danger la vie des civils ;
- F. Considérant que des plaintes ont été déposées contre la guerre et crimes contre l'humanité.

- bombardements indiscriminés sur la
- G. Se référant à la Charte des Nations Unies ;
 - H. Rappelant les obligations internationales relatives aux droits de l'homme et les Conventions de Genève et les Règles
 - I. Notant les résolutions antérieures du Conseil des Nations Unies concernant la question 1860 du Conseil de sécurité adoptée
 - J. Constatant le blocus persistant et illégal à l'aide humanitaire et aux soins de santé
 - K. Soulignant le droit de chaque État de respecter les obligations internationales reconnues ;
 - L. Considérant que la solution à deux États est la seule solution durable au conflit
 - M. Reconnaissant le droit des Palestiniens à Jérusalem-Est comme capitale ;
 - N. Tenant compte des rapports d'organisations telles que B'tselem, Al Haq, du rapporteur spécial sur Israël de crime d'apartheid ;
 - O. Constatant la mise en place d'une législation présumée du droit international humanitaire pour les Palestiniens occupés et en Israël ;

- P. Notant le rapport de la Rapporteuse spéciale de l'ONU sur la situation dans le territoire palestinien occupé d'octobre 2022 ;
- Q. Condamnant fermement tout recours à la force et toute atteinte au droit international dans le conflit ;
- R. Reconnaissant la nécessité de traiter les causes profondes du conflit et de respecter les droits des Palestiniens pour garantir une paix durable ;
- S. Soulignant l'importance du respect du droit international et de l'urgence d'intensifier les efforts diplomatiques pour parvenir à une résolution pacifique en reconnaissant formellement l'État de Palestine ;
- T. Considérant que les causes structurelles du conflit résident dans la violence institutionnalisée du régime d'apartheid, de la colonisation incessante des territoires occupés et des politiques d'annexion du gouvernement israélien ;
- U. Considérant que la commune de Molenbeek s'est prononcée à plusieurs reprises sur le conflit israélo-palestinien en particulier en 2014, 2021 et 2023 à travers ces motions demandant la reconnaissance de l'Etat de Palestine, celle demandant l'arrêt immédiat de l'annexion des territoires palestiniens, l'arrêt des expulsions et des violences meurtrières dans le chef de l'Etat d'Israël et celle exigeant un cessez le feu immédiat dans la Bande de Gaza ;
- V. Considérant que la commune de Molenbeek a adapté son règlement des marchés publics le 26 avril 2017, d'un article excluant des marchés publics toute multinationale impliquée dans les violations des droits humains et du droit international comme l'occupation des territoires palestiniens ;
- W. Notant que le 12 décembre 2023, la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) déclare qu'Israël mène un génocide contre le peuple palestinien. Un cessez-le-feu immédiat est impératif pour sauver des vies civiles et mettre fin aux crimes qui ont lieu depuis le début de l'offensive. Ladite instance demande que la Cour pénale internationale (CPI) est appelée à délivrer immédiatement des mandats d'arrêt à l'encontre des responsables israéliens des crimes internationaux commis contre les Palestiniens ;
- X. Outre l'appel à porter ces crimes devant la Cour pénale internationale, une action a entre-temps aussi été intentée devant la Cour internationale de Justice de La Haye à l'initiative de l'Afrique du Sud, qui accuse Israël de génocide contre les Palestiniens. L'Afrique du Sud y a déposé un dossier très détaillé de 84 pages. Elle s'appuie à cet égard sur la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Cette convention a été établie en 1948, entre autres après le génocide nazi des Juifs, et a été ratifiée par 153 États, dont Israël ;
- Y. Considérant que dans sa plainte, l'Afrique du Sud donne quelques exemples parlants pour montrer que cette intention génocidaire est bel et bien présente. Le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, a qualifié les Palestiniens d'"animaux humains". Le président israélien Isaac Herzog a déclaré que l'ensemble de la nation palestinienne, y compris les civils, était responsable des attaques du Hamas du 7 octobre. La plainte de l'Afrique du Sud mentionne d'autres citations de responsables israéliens : "Ce sont tous des terroristes et ils doivent tous être détruits" ou "Nous voulons que Gaza disparaisse de la surface de la terre". Plusieurs pays se sont joints à la plainte de l'Afrique du Sud : la Turquie, la Malaisie, la Jordanie, la Bolivie, la Colombie et le Brésil. Par ailleurs, plus de 900 mouvements populaires, syndicats, partis politiques et autres organisations ont également signé une lettre ouverte pour soutenir cette action en justice ;
- Z. Considérant que la Belgique assure actuellement la Présidence du conseil de l'Union européenne. Dans ce cadre, la Belgique jouera le rôle pour diriger les travaux législatifs et rechercher des compromis entre les États membres de l'UE notamment sur la position de l'Union européenne concernant la situation actuelle à Gaza.

Le conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean décide :

Article 1 :

De soutenir la démarche de l'Afrique du Sud devant la Cour Internationale de Justice de La Haye contre Israël pour actes génocidaires ;

Article 2 :

De soutenir la reconnaissance immédiate de l'État de Palestine par la Belgique pour parvenir à une résolution pacifique sur bas de deux États.

Article 3 :

De transmettre cette décision au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale

Article 4 :

De demander au gouvernement fédéral de se joindre à la démarche de l'Afrique du Sud devant la Cour Internationale de Justice de La Haye contre Israël pour actes génocidaires et de reconnaître immédiatement l'État de Palestine par la Belgique pour parvenir à une résolution pacifique sur base de deux États.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 26 votes positifs, 9 votes négatifs, 1 abstention.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentesecretariaat - Motie ingediend door de PTB-Fractie ter ondersteuning van de actie van Zuid-Afrika tegen Israël.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 26 positieve stemmen, 9 negatieve stemmen, 1 onthouding.

Tania Dekens entre en séance / treedt in zitting.

Catherine Moureaux quitte la séance / verlaat de zitting.

Joke Vandembempt quitte la séance / verlaat de zitting.

Emre Sumlu quitte la séance / verlaat de zitting.

Olivier Mahy préside la séance / zit de zitting voor.

24.01.2024/A/0017

Département Services généraux et Démographie

Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Maarten Bijns, Conseiller communal N-VA, relative aux animaux trouvés morts.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation jointe :

En novembre, RTL-TVI a diffusé un segment sur un couple de Bruxelles-Ville. Ils ont perdu leur chat et après une semaine de recherche et d'affichage, un voisin a montré une photo d'un chat mort qui ressemblait au leur et a déclaré que la police avait été contactée au sujet de l'animal. Leur animal était pucé, ils pensaient donc que la police les aurait contactés si cela concernait leur animal. Il s'est avéré que les policiers de Bruxelles Ville et d'Ixelles ne disposaient pas de scanner. Après de nombreuses recherches, ils se sont retrouvés au service compétent de la ville. Là, ils se sont retrouvés avec un congélateur plein de carcasses de chats, de lapins et d'autres animaux. Leur chat était également parmi eux. Ce service ne disposait pas non plus de scanner pour lire les puces. Les carcasses étaient au congélateur en attendant d'être transportées vers une usine pour fabriquer de la colle. Il est navrant que nos plus proches compagnons qui meurent dans la rue ne soient pas identifiés, qu'aucun effort ne soit fait pour les réunir avec leurs familles et qu'ils finissent dans une usine de colle. En Région de Bruxelles-Capitale, il est obligatoire de pucer votre chat et votre chien. Mais ils avèrent alors que la police et les services compétents ne disposent pas de lecteur. Désormais, la Ville de Bruxelles va acheter ou a déjà acheté un lecteur. Mes questions à notre commune : Quelle est la procédure en cas d'animal mort sur la voie publique ou sur une propriété privée ? Notre commune ou zone de police dispose-t-elle d'un lecteur de puce ? Que deviennent les carcasses d'animaux morts ?

Puis-je également demander que les informations demandées puissent être facilement placées sur lesite Internet et dans Molenbeek info afin d'aider les personnes dans leur recherche d'animaux perdus et d'informer les autres sur qui contacter s'ils trouvent un animal vivant ou mort ?

Maarten Bijmens

Le Conseil prend connaissance.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Maarten Bijmens, Gemeenteraadsleden N-VA, betreffende de procedure rond gevonden dode dieren.**

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie waarvan de tekst volgt :

In november was er op RTL-TVI een fragment in het journaal over een koppel van Brussel-Stad. Zij waren hun kat kwijt en na een week affiches ophangen en zoeken, toonde een buur een foto van een dode kat dat op de hunne leek en vermeldde dat de politie over dat dier gecontacteerd was. Hun dier was gechipt, dus zij dachten dat de politie hun wel gecontacteerd zou hebben indien hetom hun dier ging. Bleek dat de politie van Brussel-Stad en Elsene niet in het bezit was van een scanner. Na veel navraag kwamen ze bij de bevoegde dienst van de stad terecht. Daar kwamen ze terecht bij een volle diepvriezer vol kadavers van katten, konijnen en andere dieren. Hun kat lag er ook tussen. Deze dienst had ook geen scanner om chips te lezen. De kadavers lagen in de diepvriezer in afwachting van transport naar een fabriek om er lijm van te maken. Het is hartverscheurend dat onze naaste metgezellen die op straat sterven, niet geïdentificeerd worden, men er zelfs geen moeite toe doet om ze te herenigen met hun gezin en dat ze in een lijmfabriek belanden. In het Brussels Hoofdstedelijke Gewest is het verplicht om je kat en hond te chippen. Maar dan blijkt dat de politie en bevoegde diensten geen lezer hebben. Nu, Brussel-Stad gaat een lezer aankopen of heeft deze al aangekocht. Mijn vragen voor onze gemeente: Wat is de procedure bij een dood dier op de openbare weg of privé terrein? Is onze gemeente of onze politiezone in het bezit van een chiplezer? Wat gebeurt er met de kadavers van dode dieren? Mag ik ook vragen dat de gevraagde info gemakkelijk op de website en in Molenbeek info kan geplaatst worden om mensen te helpen in hun zoektocht naar verloren dieren en anderen te informeren over wie ze dienen te contacteren wanneer ze een levend of dood huisdier vinden?

Maarten Bijmens

De Raad neemt kennis.

Catherine Moureaux entre en séance / treedt in zitting.

Fatima Zahmidi quitte la séance / verlaat de zitting.

Pascale Barret quitte la séance / verlaat de zitting.

Catherine Moureaux préside la séance / zit de zitting voor.

Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Vancauwenberge,
Conseiller communal PTB, relative aux places de parking hors voirie.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation dont le texte suit :

Le règlement de la taxe sur les emplacements de parking a été établi par décision du Conseil communal du 20 janvier 2021 pour les exercices 2021 à 2025 inclus.

Selon l'article 6 de ce règlement-taxe, "une réduction de 50 % du taux par emplacement est accordée aux personnes physiques ou morales qui exploitent des emplacements de parking connexes à une activité commerciale, industrielle, artisanale ou desservant des bureaux lorsqu'elles mettent leurs emplacements de parking à disposition des riverains en dehors des heures d'ouverture normales de leur entreprise ou de leur commerce et ce pendant au moins 10 heures consécutives".

Mes questions:

- Combien de places de parkings bénéficient actuellement de cette réduction de 50%?*
- Quelle est l'évolution durant ces 10 dernières années?*
- Pouvez-vous nous transmettre la liste des 5 dernières années?*
- Ces places mises à disposition des riverains, le sont-elles gratuitement?*
- Y a-t-il une différence de traitement entre un parking ouvert et un parking fermé?*
- Avez-vous fait une étude sur le stationnement dans les quartiers de la chaussée de Ninove et le Quartier maritime où des places de parking vont être supprimées?*
- Qu'avez-vous prévu pour compenser les pertes de places de parking en rue?*

LuLuc Vancauwenberge

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Vancauwenberge,
gemeenteraadslid PTB, over parkeerplaatsen buiten de openbare weg.

De Raad neemt kennis.

Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Ben Salah,
Conseiller communal DEFI, relative au Pont du Jubilé.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation dont le texte suit :

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Conseillers, Monsieur l'échevin de la Mobilité,

Je me tiens devant vous aujourd'hui, non seulement en tant que représentant de nos concitoyens mais aussi en tant que porteur d'une frustration croissante et justifiée. C'est avec une grande déception et une impatience palpable que j'aborde, encore une fois, la situation inacceptable du pont du Jubilé. Permettez-moi de rappeler que ce n'est pas la première fois que j'interpelle ce conseil sur ce sujet. Déjà en début de législature, j'avais soulevé ce problème crucial, et aujourd'hui, je me vois contraint de réitérer mes préoccupations, en écho à l'interpellation pertinente de madame Verbeeck sur le sujet et des attentes des citoyens.

Le pont du Jubilé, un lien essentiel entre des parties cruciales de notre ville, est dans un état lamentable. Sa dégradation ne représente pas seulement un échec structurel, mais aussi un échec flagrant de votre majorité. Les mesures temporaires adoptées – une réduction drastique des voies de circulation et l'installation de feux de signalisation – ont exacerbé les embouteillages, augmenté la pollution et mis en danger la vie des citoyens, sans parler de l'entrave à l'accès des services d'urgence. C'est inacceptable !

Je tiens à souligner l'inaction et le manque de responsabilité flagrant de votre majorité. Une convention a été signée entre la Ville de Bruxelles et Molenbeek pour la gestion de cette crise. Que s'est-il passé depuis ? Rien ! Aucune amélioration tangible, aucun plan d'action concret. Cette inaction n'est pas seulement une défaillance administrative, c'est une trahison envers nos citoyens.

Il est impératif de comprendre que notre patience a des limites. Nous avons été patients, nous avons été compréhensifs, mais le temps des excuses est révolu. Nous exigeons des réponses claires, des actions immédiates, et un engagement ferme pour la résolution de ce problème. Quels sont vos plans pour le pont du Jubilé, et quand allons-nous voir des résultats concrets ? Nous ne pouvons plus nous permettre de naviguer dans l'obscurité de vos promesses non tenues.

L'immobilisme et l'apathie politique ont des conséquences directes et néfastes sur la sécurité, la mobilité et la qualité de vie de nos concitoyens. En tant qu'élus, il est de notre devoir de servir et de protéger l'intérêt public, et non de le négliger. Il est temps de passer à l'action, et cela doit commencer maintenant !

Je vous remercie pour votre attention, mais plus important encore, j'attends avec impatience des actions concrètes et des réponses responsables. La situation du pont du Jubilé ne peut plus être ignorée ni minimisée. Il est temps d'agir !

*Rachid Ben Salah Conseiller communal à Molenbeek-Saint-Jean **DÉFI - Démocrate Fédéraliste Indépendant** Siège [bruxellois : 127, chaussée de Charleroi, 1060 Saint-Gilles](#)*

Le Conseil prend connaissance.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Ben Salah,
gemeenteraadslid DEFI, betreffende Jubelfestbrug.**

De Raad neemt kennis.

*Catherine Moureaux quitte la séance / verlaat de zitting.
Amet Gjanaj préside la séance / zit de zitting voor.*

24.01.2024/A/0020

**Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur De Block,
Conseiller communal PTB, relative aux négociations entre la Commune et la
Région sur l'automatisation de la prime PRI.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation dont le texte suit :

Mr l'échevin des finances, je vous ai interpellé au conseil précédent sur la question de la faisabilité de l'automatisation d'une prime proportionnelle. Pour le dire clairement: entre vos réponses et celles que la région nous a données, il y a un certain flou sur ce qui vous avez exactement demandé, et ce qu'ils exactement répondu.

D'abord, vous avez prétendu que la région vous aurait répondu que c'était impossible. Puis - en vous confrontant avec les réponses de la région qu'il s'agit d'un coût à porter - mais que techniquement cela est faisable - vous avez répondu que vous alliez encore bien relire votre correspondance.

Finally, vous avez avoué que oui, c'était même intéressant que la commune y investisse, car cela résoudra la question pour toutes les communes. Et que d'ailleurs, ne pas l'automatiser, c'est aussi un coût en personnel pour répondre, communiquer etc.

La région dit que votre demande n'a jamais été assez précise pour pouvoir répondre sur la faisabilité et d'en calculer le coût.

Alors vous comprenez que je reste sur ma fin sur la raison qui a fait qu'une solution qui est techniquement faisable, et clairement préférable pour les Molenbeekois, et ne représentera même pas nécessairement un sur-coût, n'a pas abouti, au moins deux années, si pas trois années, après que le PTB l'a soulevé.

Vous m'avez répondu que vous allez regarder dans vos échanges mail avec la région quelles étaient leurs réponses précises. Vous ne l'avez pas fait.

Vous avez promis d'informer les Molenbeekois via le Molenbeek-Info de janvier. Vous ne l'avez pas fait.

J'ai posé une question écrite pour avoir ces infos. Après le délais de 30 jours, je n'ai rien reçu.

Qu'avez-vous à cacher?

Je vous pose donc ici les questions en interpellation, faute d'avoir reçu la réponse sur ma question écrite:

Pourriez vous nous envoyer, toutes les démarches de la commune envers la région d'automatiser l'attribution de la prime PRI?

- *quelles rencontres ont eu lieu? quels échanges mails ou autre?*

- *quelles étaient les demandes exactes de la commune envers la région? Pour quelles catégories précises?*
- *quelles étaient les réponses exactes de la région quant à la faisabilité technique, le coût?*
- *est-ce que la commune a accepté de prendre à sa charge un surcoût éventuel causé par cette demande (engager plus de personnel, adapter un logiciel)?*
- *quelles rencontres sont encore prévues?*

Pourriez vous nous faire une copie de tous les échanges, et rapports de discussions concernant la demande?

Dirk De Block

Le Conseil prend connaissance.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer De Block,
gemeenteraadslid PTB, over de onderhandelingen tussen de Gemeente en het
Gewest over de automatisering van de woonpremie.**

De Raad neemt kennis.

24.01.2024/A/0021 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur De Block,
Conseiller communal PTB, relative à la propreté et l'éclairage avenue du
Karreveld.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation dont le texte suit :

En passant samedi 13 janvier dans le quartier autour du carrefour Karreveld, plusieurs habitants se sont plaints de la propreté. Décombres autour des arbres (je vous joins une photo), sur l'Avenue de Karreveld. Eclairages de rue cassés.

Je crois avoir compris que l'Avenue Karreveld est une voirie régionale. Qu'est-ce que la commune a fait pour assurer le nettoyage et pour que l'éclairage soit réparé? Quand vos services ont contacté les services régionales, et quelle a été leur réaction?

Les riverains semblaient dire que c'est récurrent. Qu'est-ce que vos services ont fait pour que ce problème soit pris en main sérieusement par une action conjointe entre commune et région?

Dirk De Block



Le Conseil prend connaissance.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer De Block,
gemeenteraadslid PTB, over de netheid en verlichting van de Karreveldlaan.**

De Raad neemt kennis.

Levée de la séance à 22:50
Opheffing van de zitting om 22:50

La Secrétaire f.f.,
De wnd. Secretaris,

La Présidente du Conseil,
De Voorzitster van de Raad,

Nathalie Vandeput

Catherine Moureaux